

L'ANNONCE ÉMANE DE YUCEF YOUSFI

La loi sur les hydrocarbures sera revue

La loi 05-07 sur les hydrocarbures, amendée en 2006, sera revue pour stimuler l'investissement étranger dans l'exploration. L'annonce, rapportée par l'Agence nationale de presse, émane du ministre de l'Energie et des Mines, Youcef Yousfi, hôte à Doha (Qatar) du 20<sup>e</sup> Congrès mondial du pétrole.

Motif de cette seconde révision de la loi sur les hydrocarbures, après celle de 2006 : l'introduction, selon M. Yousfi, de nouvelles incitations pour relancer l'investissement étranger dans l'exploration. Une révision nécessaire, selon le ministre de l'Energie, par «le besoin d'attirer des partenaires solides et expérimentés en mesure d'aider l'Algérie à accroître ses réserves en hydrocarbures». Et d'autant, argue Youcef Yousfi, que si Sonatrach enregistre des résultats «très satisfaisants et encourageants»

grâce à l'application sur des surfaces réduites de nouvelles technologies, l'Algérie a néanmoins «besoin» de ces sociétés pour les appliquer à grande échelle, afin d'«intensifier la prospection même dans l'offshore et les zones peu peuplées». Soit, «elle doit adapter un certain nombre de mesures incitatives de la loi 05-07 qui a été adoptée dans un environnement où ces technologies n'existaient pas et où les prix de pétrole évoluaient entre 20 et 30 dollars», relève M. Yousfi. Concernant les aspects de la



Photo : DR.

loi sur les hydrocarbures qui seront amendés, le ministre s'est limité à dire que la révision va concerner certaines

mesures fiscales et aussi des dispositions contractuelles entre Sonatrach et ses partenaires. «Nous sommes en train

d'étudier tous ces aspects», déclare Youcef Yousfi, selon lequel «nous devons nous adapter à la réalité internationale, nous avons des réserves d'hydrocarbures largement confortables, mais il faut assurer localement la sécurité de l'approvisionnement à très long terme et renforcer le rôle de l'Algérie comme acteur principal du commerce international de l'énergie». Au-delà du fait que Youcef Yousfi confirme une supputation évoquée par des médias, la révision vise en fait à compenser le déficit d'attractivité du domaine minier national, avec un nombre très faible de blocs d'exploration offerts par les trois appels d'offres lancés depuis 2008.

Chérif Bennaceur

SELON L'AMBASSADEUR

US À ALGER

Les USA suivent «avec intérêt» les évolutions des réformes

Le département d'Etat américain suit avec «intérêt» la progression des réformes politiques engagées par le pouvoir algérien au lendemain des émeutes de janvier dernier. Aussi, les Etats-Unis d'Amérique souhaitent que ces réformes apporteront plus de «démocratie» et de «liberté» au peuple algérien. «Nous suivons avec un grand intérêt et avec beaucoup d'attention la progression des réformes décidées par l'Algérie. Nous espérons qu'elles seront réussies», a indiqué M. Henry Encher, ambassadeur des Etats-Unis d'Amérique en Algérie, qui était, hier en visite de prospection au Centre de recherche en biotechnologie de Constantine (CRBT) où se sont déroulées les journées de formation sur la protection chimique et la sécurité de l'agent. Interpellé à sa sortie du centre par les presse afin de commenter la teneur et la portée des réformes politiques décidées par le président de la République en avril dernier et notamment la position des USA par rapport à ces dernières, M. Encher dira : «J'espère qu'elles apporteront plus de démocratie et qu'elles vont dans le sens des aspirations du peuple algérien.»

Et d'ajouter dans la foulée «nous aspirons à ce que les choses changent. Qu'elles avancent carrément vers un système qui apporte de la liberté.» S'agissant de la coopération entre l'Algérie et les Etats-Unis en matière de lutte contre la menace d'El Qaïda ou encore, l'Aqmi, en particulier dans les pays nord-africains, M. Encher est affirmatif : «Ils sont dangereux. Et ils sont dangereux pour moult raisons.» Un jugement sans ambages, en effet d'un officiel qui a été durant plusieurs années le représentant de son pays dans la lutte contre le terrorisme en Afghanistan, berceau d'ailleurs de l'intégrisme taliban.

Cette dangerosité, l'ambassadeur américain l'explique par le fait de l'étendue de l'espace (les pays du Sahel) où opèrent ces organisations terroristes comme l'organisation de Boukouharam ; l'inexistence de l'autorité gouvernementale dans certaines régions qui échappent totalement au contrôle des gouvernements. Et aussi par la circulation massive des armes dans la région. Cela étant, estime ce responsable, la coopération entre les deux pays en matière de lutte contre le terrorisme, et ce, partant de la position et le rôle de l'Algérie en tant que pays leader en la matière, constitue une priorité. S'agissant de la liberté de culte en Algérie, classée dernièrement par une organisation américaine parmi les Etats opprimant les minorités religieuses, M. Encher, qui rendait visite à l'archevêque de Constantine s'est contenté de dire «ce qui a été dit est dit. Des discussions dans ce sens sont engagées périodiquement entre les deux gouvernements».

Farid B.

MINE DE TIREK-AMESMESSA DE TAMANRASSET

Sonatrach reprendra les actions de l'australien GMA

Le groupe Sonatrach va reprendre la totalité des actions et intérêts de son partenaire australien GMA-ressources dans l'entreprise Enor, l'exploitant de la mine d'or de Tirek-Amesmessas de Tamanrasset.

C'est ce que le ministre de l'Energie et des Mines, Youcef Yousfi a déclaré hier à Doha, en marge du 20<sup>e</sup> Congrès mondial du pétrole, remettant en cause tacitement les options de son prédécesseur. A la mi-octobre dernier, le groupe australien avait annoncé sa décision de se retirer de l'entreprise Enor, où il détenait 52% des actions et avait déclaré avoir investi 33 millions d'euros sans pouvoir

les amortir. GMA avait alors révélé qu'il n'était pas en mesure de faire face aux coûts élevés du développement de la mine. Questionné si le développement de la mine de Tirek-Amesmessas, seul gisement produisant de l'or en Algérie, est toujours rentable, le ministre a répondu que «ce gisement l'est toujours encore». Voire, «la méthode d'exploitation choisie et développée par GMA pour l'exploita-

tion de la mine n'était pas la meilleure, GMA ne pouvait pas aller loin avec cette méthode, c'est pour cette raison qu'il s'est retrouvé dans une impasse», précise le ministre qui n'écartera pas le recours à un partenaire étranger pour développer la prospection minière au fond et pas seulement à ciel ouvert comme actuellement. Ainsi, Sonatrach «va reprendre le travail depuis son début en élaborant de nouvelles études de développement de la mine. Nous allons le faire selon nos moyens mais, probablement, à travers un partenariat avec de grandes sociétés», a

affirmé M. Yousfi. «Des sociétés juniors, comme GMA, on n'en veut plus, il nous faut des sociétés qui ont l'expérience, les financements et les moyens techniques nécessaires. C'est un projet, situé dans des régions difficiles, et qui nécessite beaucoup d'investissements et d'expertise», a noté M. Yousfi. Rappelons que la coulée du premier lingot d'or de la mine a eu lieu en janvier 2008 avec une production qui s'est maintenue pendant trois années à quelques centaines de kilos d'or pour baisser ensuite à quelques kilos seulement.

C. B. /APS

VOTE DU PROJET DE LOI SUR LES PARTIS POLITIQUES

L'émancipation partisane ajournée

L'activité partisane en particulier et la vie politique en général n'évolueront pas dans un meilleur cadre législatif que celui, extrêmement contraignant, dans lequel elles ont évolué jusque-là. La loi organique sur les partis politiques, votée hier par l'Assemblée populaire nationale (APN), reconduit toutes les barricades administratives qui se sont toujours dressées devant l'émancipation politique.

Sofiane Aït Iflis Alger (Le Soir) - Les aménagements introduits à la copie élaborée par le gouvernement sont de pure forme. La commission des affaires juridiques et administratives et des libertés de l'Assemblée a veillé scrupuleusement, voire avec zèle et autoritarisme, à ce que les choses en soient ainsi. Auteur à lui seul de 43 amendements, le député Ahmed Hedibi, arborant bannière Ennahda, a beau s'enrouer le gosier à force d'interventions, rien n'est fait : la majorité parlementaire, formée en la circonstance par le FLN et le RND, était là, vigilante comme jamais, a rejeté ses propositions d'amendements et validé les seules conçues par la commission. Ceci même s'il faut admettre que Ahmed Hedibi a souvent manqué de pertinence. Il reste néanmoins, ceci relevé, éligible à une palme de reconnaissance pour l'endurance et l'entrain qu'il a mis à ne céder le micro que pour le reprendre l'intervention d'après. Et ce n'est pas Abdelaziz Ziari, président de séance, qui allait s'offusquer de ce que ce soit Hedibi et trois autres députés

qui se soient relayés toute la durée du vote au micro. L'essentiel pour lui était sauf : le projet de loi, grâce au FLN et au RND, allait passer comme souhaité par le gouvernement. Le président de l'APN s'est même découvert des talents à railler dans l'humour un député qui rivalisa d'interventions avec Hedibi et qui a vu sa proposition d'amendement rejetée par la plénière. «Si j'avais le droit de voter, je vous aurai soutenu», s'est-il autorisé à dire au malheureux député qui s'est retrouvé quasi seul à voter pour son amendement. A ce même député qui avait proposé auparavant d'interdire aux partis de se choisir comme sigle des symboles de la lutte de libération, allusion faite au FLN, Ziari avait répliqué par «vous auriez dû dire cela en 1962». Mais entre temps, les députés FLN avaient commis leur chahut. Cela dit, la séance parlementaire a vu les députés du Parti des travailleurs faire de l'abstention leur credo. Si Louisa Hanoune avait, dans un passé récent, réclamé de Boutefflika de légiférer par ordonnance, la députée Nadia Chouitem, du même parti, s'est élevée, elle, contre une disposition d'un article du projet de loi qui fait référence à l'alternance au pouvoir. «Ce n'est pas un concept universel», a-t-elle insisté. Hallucinant, tout de même. Ceci pour la chronique de choses entendues. S'agissant de substance fondamentale de la loi en question, il y a lieu de noter que le système déclaratif en matière de création de partis politiques, préconisé notamment par les députés dissidents du MSP, a été évacué, reconduisant le mode d'agrément délivré par le ministère de l'Intérieur, avec possibilité de recours devant le Conseil d'Etat en

cas de refus, lequel, contrairement à la précédente loi, devra être obligatoirement motivé. La disposition nouvelle introduite reste également cette interdiction faite «à toute personne ayant exploité la religion qui a conduit à la tragédie nationale ainsi qu'à toute personne ayant participé à des attentats terroristes et ayant refusé de reconnaître sa responsabilité dans la conception, la préconisation et l'exécution une politique préconisant la violence et la destruction contre la nation et les institutions de l'Etat.» La loi, qui confère par ailleurs au ministère de l'Intérieur la prérogative de suspendre un parti politique, ne fait pas place à une représentation quantifiée de la femme dans les instances d'un parti politique. Il est juste fait mention vaguement d'une représentation de femmes, y compris à la création. Notons que le MSP, qui s'éloigne de plus en plus de l'Alliance présidentielle, a voté contre le projet de loi.

S. A. I.

DAHO OULD KABLIA :

«C'est un séisme à plusieurs répliques»

Le ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales a affirmé, en marge de la plénière, que ceux qui s'élèvent contre les réformes politiques sont ceux «habituels à nager en eaux troubles». «C'est pour eux un séisme à plusieurs répliques», a-t-il encore ajouté.

S. A. I.

BOUGUERRA SOLTANI, PRÉSIDENT DU MSP :

«Je ne serai jamais ministre»

Le président du MSP, Aboudjerra Soltani, est catégorique : le courant islamiste prendra le pouvoir en Algérie en 2012. Sa certitude, il l'a publiquement affichée dans un entretien publié hier sur le journal Djazair News dans sa version arabophone.

Abder Bettache (Alger - Le Soir) - La forte percée du courant islamiste dans plusieurs pays arabes, particulièrement, en Tunisie, au Maroc, en Egypte ou encore Libye ont donné des ailes aux islamistes algériens, dont le MSP de Aboudjerra Soltani. Ce dernier n'y est pas allé par quatre chemins pour afficher ses ambitions et se positionner comme le leadership de la mouvance islamiste en Algérie. Cette dernière, selon le président du MSP, remportera les prochaines élections législatives prévues en 2012. «Si les prochaines élections se déroulent dans les meilleures conditions et sans truccages, la victoire ne peut être que pour les islamistes», a-t-il indiqué. Mieux encore, le successeur de Mahfoud Nahnah à la tête du MSP dira que la période qui s'étalera entre juin 2012 et juin 2013 sera chaude et que «des changements

radicaux interviendront». Cependant, Aboudjerra Soltani a évité de parler de la nature de ces changements et encore moins la forme qu'ils prendront. Il dira seulement que «c'est l'histoire qui imposera ces changements», arguant que selon «le cours de l'histoire tous les cinquante ans, une nouvelle république voit le jour». C'est dans cette optique qu'il dira que les islamistes prendront le pouvoir en Algérie en 2012, une année qui coïncidera avec la célébration du cinquantième anniversaire de l'indépendance de l'Algérie. Aboudjerra Soltani n'a pas caché ses ambitions politiques. «Je ne serai jamais ministre», a-t-il répondu à une question sur ses ambitions politiques futures. La présidentielle de 2014 ? «C'est une ambition. Une ambition légitime», a-t-il ajouté, en laissant entendre qu'il n'exclut pas sa candidature pour la présidentielle d'avril 2014. «Je crois que je n'ai pas donné suffisamment l'équivalent de ce que mon pays m'a donné. Je ne veux être ni l'Erdogan d'Algérie, ni Ghannouchi d'Algérie et ni le Benkirane d'Algérie. Je veux être seulement Aboudjerra Soltani l'Algérien», a-t-il tenté d'expliquer. Pour Aboudjerra Soltani «si les prochaines élections se déroulent dans les meilleures

conditions, sans truccages et ni fraudes, la victoire ne peut être qu'islamiste». L'Algérie sera-t-elle dès lors une république islamiste ? Pour le président du MSP, le discours idéologique est «désormais terminé. Place au discours du programme». «Nous revendiquons des élections propres et crédibles et par voie de conséquence, nous devons rendre la parole au peuple. Toutes les élections précédentes, qu'elles soient locales ou législatives étaient truquées, à l'exception des élections présidentielles», a-t-il indiqué. Par ailleurs, le président du MSP a confirmé les propos tenus récemment au sujet de sa participation à l'Alliance présidentielle. Il rappellera à ce propos que cette «Alliance présidentielle est morte» et lance en la circonstance un appel pour qu'une partie «annonce avec beaucoup de courage son décès». Enfin, il conclut en déclarant que le «président de la République est l'initiateur des réformes engagées actuellement dans notre pays». Or, «aujourd'hui, ces réformes» ont été récupérées politiquement, d'où l'urgence de prendre une initiative pour les récupérer avec le même esprit qui a prévalu le sauvetage de la concorde civile et de la réconciliation nationale».

A. B.